

## **Travaux du Conseil de gouvernement du jeudi 12 juillet 2012**

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de cabinet Abdelilah Benkirane, a adopté deux projets de loi et un projet de décret

### **Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi relatif à la sûreté des personnes et leur protection contre les dangers de certains animaux**

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi à Rabat, le projet de loi N 56-12 relatif à la sûreté des personnes et leur protection contre les dangers de certains animaux.

Ce projet, présenté par le ministre de l'Intérieur, Mohand Laenser, intervient sur fond de prolifération de différentes races de dangereux chiens qui ont été à l'origine de plusieurs agressions contre des personnes, en particulier des enfants, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil de gouvernement, présidée par le chef de l'Exécutif, Abdelilah Benkirane.

Présentant ce projet, le ministre de l'Intérieur a souligné à cet égard la propagation de nouvelles formes de crimes, dans lesquels certaines personnes font usage de ces chiens pour commettre des crimes ou perpétrer des agressions contre les forces de l'ordre, ainsi que l'augmentation des décès provoqués par la rage, et du nombre des personnes mordues annuellement par des chiens non soumis au contrôle médical, et dont le nombre dépasse 50.000, a ajouté M. Khalfi.

M. Laenser a indiqué que ce projet a pour objectif de lutter contre ce phénomène via des dispositions préventives et coercitives et protéger ainsi la sécurité des citoyens.

### **Adoption de projets de décret sur la commercialisation de certains produits et les émoluments des prédicateurs dépêchés à l'étranger durant le Ramadan**

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, deux projets de décret relatifs au versement des émoluments des prédicateurs dépêchés à l'étranger durant le mois de Ramadan et à l'organisation de la commercialisation du café, de la chicorée et du thé.

Lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a indiqué que le premier texte, présenté par le ministre des Habous et des Affaires islamiques Ahmed Toufiq, porte sur le versement d'une prime au profit de ces prédicateurs afin de couvrir les charges de leur séjour à l'étranger, en plus du billet aller/retour.

L'envoi de ces prédicateurs s'inscrit dans le cadre des efforts visant l'amélioration de l'encadrement religieux de la communauté marocaine établie à l'étranger, le renforcement de sa sécurité spirituelle et la protection des jeunes contre les courants aux idées dévoyées.

Quant au projet de décret modifiant et complétant la décision relative à l'organisation de la commercialisation du café, de la chicorée et du thé, le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, a expliqué, au cours de la réunion, que cette mesure vient en réponse aux demandes des professionnels du secteur au sujet du café épicé, de plus en plus prisé par les consommateurs.

Le projet vise à actualiser les textes législatifs se rapportant à la commercialisation du café afin de les adapter aux normes internationales et de définir les différents types de café, notamment l'appellation (café moulu épicé ou café moulu aux épices), a-t-il ajouté, notant qu'il fixe aussi les épices autorisées et leur taux dans le produit final, qui ne doit pas dépasser les 2 pc.

### **Le conseil de gouvernement adopte le projet de loi ratifiant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant les procédures de présentation des communications**

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de loi 59-12 ratifiant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant les procédures de présentation des communications, qui avait été signé le 19 décembre 2011 à New York.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a indiqué que le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saad Dine El Otmani a souligné, lors de la présentation de ce projet, que le Maroc a adhéré à ce Protocole conscient de l'importance de la concrétisation des droits de l'enfant.

M. El Otmani a indiqué que ce Protocole vise à consolider les mécanismes nationaux et régionaux et la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que les deux Protocoles facultatifs s'y rapportant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Ce protocole permet aux enfants de joindre le reste des détenteurs de droits que leur stipulent les conventions des droits de l'homme, de présenter devant les instances internationales des communications et de déposer des plaintes, s'ils estiment leurs droits violés.

### **Aziz Rebbah promet de "la sévérité" pour faire face à l'hémorragie des routes**

Les centres de contrôle technique, les propriétaires et les conducteurs des autocars seront soumis à des contrôles "sévères" pour faire face aux accidents de la circulation, a promis jeudi le ministre de l'Équipement et des transports, Aziz Rebbah.

Dans une déclaration à la presse avant la tenue du conseil de gouvernement, M. Rebbah a souligné que les centres contrevenants "seront sévèrement punis et peuvent faire l'objet de retrait de licence et de poursuites pénales, parce qu'il s'agit là de la vie des citoyens".

La responsabilité du détenteur d'agrément de transport par autocar faisant preuve de négligence (état des véhicules et contrôle des conducteurs) sera également engagée, a-t-il ajouté, rappelant, à cette occasion, la décision de renforcer le contrôle de l'état technique des autocars de transport de voyageurs au niveau des gares routières.

Il a fait part de l'accélération de la cadence des appels d'offre relatifs au contrôle par radars et caméras sur les routes et dans les agglomérations, précisant que ce processus sera mis en place dans le cadre de la gestion déléguée en faveur du secteur privé qui bénéficiera d'un pourcentage des amendes perçues par l'Etat.

Il existe "une obstination" chez certains conducteurs à enfreindre la loi, en dépit de la sévérité du Code de la route sévère et l'amélioration de l'infrastructure routière, a-t-il déploré, notant que les études ont démontré que 90 pc des accidents de la route sont dus à des facteurs humains liés au comportement du conducteur.

M. Rebbah a, par ailleurs, a fait état de l'intention de transformer le Comité national de prévention des accidents de la circulation en une agence de réglementation et de promotion de la sécurité routière, expliquant que l'approche préventive mettra en avant le comportement des conducteurs à travers les médias, l'art, l'éducation et la sensibilisation religieuse, en partenariat avec la société civile, le secteur privé, les compagnies pétrolières et les professionnels du transport.

A cet égard, il a mis en avant que le ministère a reçu, dans le cadre d'un appel d'offres, 100 propositions de projets présentées par la société civile relatives à la sensibilisation à la sécurité routière qui seront financées à hauteur de 100 millions de dirhams, en plus de la mise en place d'une ligne verte permettant aux citoyens de signaler toute anomalie observée sur les autocars.

Au début des travaux du conseil de gouvernement, le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane a, pour sa part, appelé à l'ouverture d'un débat national pour éviter les retombées négatives des accidents de la circulation, mettant l'accent sur la responsabilité individuelle des conducteurs et des propriétaires des moyens de transport car les lois répressives ne peuvent à elle seules suffire.

Il a réitéré les condoléances du gouvernement aux familles des victimes des deux accidents de la route survenus lundi à Nador et Essaouira, qui ont fait 27 morts et 43 blessés suite au renversement de deux autocars de transport en commun.